



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

lutte contre l'exclusion

Question écrite n° 10042

Texte de la question

Le secteur social est gravement menacé, notamment en Haute-Normandie où le nombre de ménages surendettés est le plus élevé du territoire comme le recours aux emplois précaires. Ainsi le pourcentage d'intérimaires y est le double du pourcentage national, pourtant les moyens dévolus à l'action sociale sont notoirement insuffisants. Cette situation contraint certaines structures d'hébergement d'urgence à laisser femmes et enfants à la rue ; d'autres se doivent de fermer des chantiers d'insertion professionnelle alors que le département est confronté à un taux de chômage, de RMistes et d'illettrisme croissant ; d'autres encore - ou les mêmes parfois - ne peuvent que proposer une précarité de moyens d'accompagnement à des personnes et familles elles-mêmes en grande précarité. Le budget de l'Etat 2004 n'est pas de nature à infléchir cette tendance d'autant qu'il devra intégrer les déficits de l'exercice 2002. M. Daniel Paul demande donc à M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité quelles mesures il compte prendre à moyen et long terme pour corriger cette situation.

Données clés

Auteur : [M. Daniel Paul](#)

Circonscription : Seine-Maritime (8^e circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 10042

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : affaires sociales, travail et solidarité

Ministère attributaire : travail, relations sociales et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 janvier 2003, page 148